

Le Premier ministre, Manuel Valls, a confirmé, lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, sa politique d'austérité qui frappe de plein fouet salariés, retraités et privés d'emploi.

Il reste sourd à l'exigence croissante d'une autre politique pour sortir le pays de la crise.

Il poursuit les restrictions budgétaires :

- 11 milliards confirmés pour les services publics territoriaux.
- 2 milliards supplémentaires d'économies sur la Sécurité sociale.
- Rien sur l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires.
- Une aumône pour les petites pensions de retraite : 8 € par mois.
- Poursuite de la réforme territoriale sans consultation.

Le patronat et la finance se frottent les mains, l'argent coule à flot :

- 40 milliards pour le pacte de responsabilité,
- Plus de 200 milliards d'euros d'aides et d'exonérations fiscales par an.

LE TEMPS EST VENU

D'UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

AVEC LA CGT, **JE REVENDIQUE**

- L'arrêt du projet de réforme territoriale et la consultation démocratique de la population.
- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, contribution indispensable à la relance de l'économie.
- L'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contrats précaires, mesures indispensables au bon fonctionnement des services publics et à leur développement.
- Une juste revalorisation des pensions et le retour à la retraite à 60 ans.
- Le maintien et le développement de la protection sociale par le financement solidaire à la hauteur des besoins de la population (assurance maladie, retraite, droits familiaux).

Nom, Prénom :

Signature :

Adresse :

SIGNEZ LA PETITION

EN LIGNE :



PÉTITION

À RENOYER À :

FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS CGT

CASE 547

263 RUE DE PARIS

93515 MONTREUIL CEDEX

Email : fdsp@cgt.fr



OU À REMETTRE À UN MILITANT CGT



Le Premier ministre, Manuel Valls, a confirmé, lors de son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, sa politique d'austérité qui frappe de plein fouet salariés, retraités et privés d'emploi.

Il reste sourd à l'exigence croissante d'une autre politique pour sortir le pays de la crise.

Il poursuit les restrictions budgétaires :

- 11 milliards confirmés pour les services publics territoriaux.
- 2 milliards supplémentaires d'économies sur la Sécurité sociale.
- Rien sur l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires.
- Une aumône pour les petites pensions de retraite : 8 € par mois.
- Poursuite de la réforme territoriale sans consultation.

Le patronat et la finance se frottent les mains, l'argent coule à flot :

- 40 milliards pour le pacte de responsabilité,
- Plus de 200 milliards d'euros d'aides et d'exonérations fiscales par an.

LE TEMPS EST VENU

D'UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

AVEC LA CGT, **JE REVENDIQUE**

- L'arrêt du projet de réforme territoriale et la consultation démocratique de la population.
- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, contribution indispensable à la relance de l'économie.
- L'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contrats précaires, mesures indispensables au bon fonctionnement des services publics et à leur développement.
- Une juste revalorisation des pensions et le retour à la retraite à 60 ans.
- Le maintien et le développement de la protection sociale par le financement solidaire à la hauteur des besoins de la population (assurance maladie, retraite, droits familiaux).

Nom, Prénom :

Signature :

Adresse :

SIGNEZ LA PETITION

EN LIGNE :



PÉTITION

À RENOYER À :

FÉDÉRATION DES SERVICES PUBLICS CGT

CASE 547

263 RUE DE PARIS

93515 MONTREUIL CEDEX

Email : fdsp@cgt.fr



OU À REMETTRE À UN MILITANT CGT



Il y a de l'argent pour changer les choses !

Avec la CGT, j'agis pour le changement !

200 milliards d'euros, c'est la somme vertigineuse des multiples aides et exonérations sociales et fiscales dont bénéficient chaque année les entreprises françaises de la part de l'Etat et des collectivités locales (et ce sans tenir compte du Pacte de responsabilité...).

Ces aides et exonérations sont censées soutenir l'emploi, avec le résultat que l'on connaît : plus de cinq millions de demandeurs d'emploi et un chômage qui augmente de manière continue depuis plus de deux ans...

200 milliards c'est aussi l'équivalent de 10 % des richesses produites en France en 2013.

200 milliards c'est 10 fois ce que seraient, selon le gouvernement, les besoins de financement des retraites en 2020.

200 milliards c'est plus de 100 fois la somme nécessaire pour augmenter d'1 % la valeur du point d'indice de la Fonction publique !

Le 4 décembre 2014, je vote CGT !

Dès aujourd'hui, je me syndique CGT

www.spterritoriaux.cgt.fr



Il y a de l'argent pour changer les choses !

Avec la CGT, j'agis pour le changement !

200 milliards d'euros, c'est la somme vertigineuse des multiples aides et exonérations sociales et fiscales dont bénéficient chaque année les entreprises françaises de la part de l'Etat et des collectivités locales (et ce sans tenir compte du Pacte de responsabilité...).

Ces aides et exonérations sont censées soutenir l'emploi, avec le résultat que l'on connaît : plus de cinq millions de demandeurs d'emploi et un chômage qui augmente de manière continue depuis plus de deux ans...

200 milliards c'est aussi l'équivalent de 10 % des richesses produites en France en 2013.

200 milliards c'est 10 fois ce que seraient, selon le gouvernement, les besoins de financement des retraites en 2020.

200 milliards c'est plus de 100 fois la somme nécessaire pour augmenter d'1 % la valeur du point d'indice de la Fonction publique !

Le 4 décembre 2014, je vote CGT !

Dès aujourd'hui, je me syndique CGT

www.spterritoriaux.cgt.fr

